

Bruxelles, le 4 octobre 2017

Analyse sectorielle des hôpitaux généraux : Étude Maha 2017

Situation financière des hôpitaux généraux en Belgique

Érosion des résultats, des activités en mutation, un cadre organisationnel soumis à de profondes réformes

Depuis 23 ans, Belfius analyse la situation financière, au sens large, des hôpitaux généraux, par le biais de l'étude Maha (Model for Automatic Hospital Analyses). Pour l'exercice 2016, 97 % des hôpitaux généraux (privés et publics) ont participé à cette étude. Cette analyse donne donc une image aussi complète que possible de l'évolution du secteur au cours des dernières années (2013-2016).

Les éléments clés - 2016

- Les hôpitaux généraux analysés présentent en 2016 un bilan agrégé de 18,6 milliards EUR, en progression de 4,4% par rapport à l'exercice précédent. La structure financière des hôpitaux reste globalement saine. La part des fonds propres (définis au sens strict) par rapport au total du bilan s'établit à 23,0%, en amélioration par rapport à 2015 (22,3%). Le taux d'endettement financier, soit le degré de financement des hôpitaux auprès du secteur financier, s'élève à 35,9% du total bilan, soit un taux inchangé par rapport à l'exercice précédent. Enfin, le taux de liquidité, c'est-à-dire la capacité des hôpitaux à faire face à leurs engagements à court terme est largement supérieur à l'unité (1,4).
- Les hôpitaux généraux **continuent à investir** dans des proportions comparables à celles de l'année passée (près de 1,3 milliard EUR). Le flux d'investissement est toutefois concentré sur quelques hôpitaux qui mènent des projets de grandes envergures (nouvelles constructions). En corollaire à cet effort d'investissement consenti au cours de ces dernières années, le recours à l'endettement financier à long terme s'est accru (de 29% en 2013 à 30,7% en 2016) tandis que le niveau d'ancienneté des constructions hospitalières s'est stabilisé (60% de la valeur comptable d'acquisition).
- Comme l'année dernière, la **progression du chiffre d'affaires** est restée très modérée (+2,3%) et a été principalement soutenue par l'évolution des produits pharmaceutiques (+4,0%) et des forfaits (+5,0%). Le BMF et les honoraires, soit les 2 principales composantes du chiffre d'affaires, n'enregistrent qu'une croissance plus limitée de respectivement 2,2% et 1,7%.
- Après une maîtrise exceptionnelle des coûts salariaux en 2014 (+0,6%) et en 2015 (+2%), les **frais de personnel** connaissent un taux de croissance plus élevé (+2,7%), soit une progression légèrement plus élevée que le chiffre d'affaires (+2,3%).

La progression observée en 2016 s'explique davantage par une progression du coût moyen salarial (+1,7%) que par une croissance du nombre d'ETP (+0,9%).

- Le **résultat courant** des hôpitaux généraux s'établit à 94 millions EUR en 2016, en baisse de 19 millions par rapport à l'exercice précédent (soit -17,2%). En termes relatifs, le résultat courant reste sous la barre de 1% du chiffre d'affaires (0,7%), ce qui confirme la fragilité financière des institutions. Comme en 2015, 26 hôpitaux, soit plus de 30% de l'échantillon, présentent un résultat courant déficitaire en 2016.
- L'activité des services d'hospitalisation classique montre des signes de stagnation. Par rapport à 2015, le **nombre d'admissions hors hospitalisation de jour chirurgical** progresse légèrement de 1,2% tandis que le nombre de journées d'hospitalisation marque un léger recul de 0,5%. A contrario, la substitution par l'hospitalisation de jour (en chirurgie) et les activités ambulatoires se poursuit.

Pour plus de détails

1. Chiffres-clés 2016 des hôpitaux généraux en Belgique¹

Données financières (2016) *	en millions EUR	Taux de croissance (p/r à 2015)
Chiffres d'affaires	13 729	2,3%
Budget des moyens financiers	5 179	2,2%
Honoraires	5 705	1,7%
Rémunérations	5 825	2,7%
Résultat net d'exploitation	156	-12,3%
Résultat courant	94	-17,2%
Résultat de l'exercice	246	25,8%

Total Bilan	18 565	4,40%
Immobilisations corporelles	9 825	6,00%
Capitaux propres	6 437	4,30%

Ratios financiers	2015	2016
Taux de solvabilité (sens strict)	22,3%	23,0%
Taux d'endettement	35,9%	35,9%
Taux de liquidité (acid test)	1,44	1,46
Cash flow / dette échéant dans l'année	1,72	1,81
Résultat courant (en % chiffre d'affaires)	0,8%	0,7%

Indicateurs d'activités *	Nombre	Taux de croissance (p/r à 2015)
Admissions classiques	1 442 785	1,2%
Journées réalisées	10 155 730	-0,5%
Admission hospitalisation de jour	508 046	3,8%

* échantillon de 88 hôpitaux généraux

¹ Ces chiffres ne concernent que les hôpitaux généraux. Ils ne reflètent pas la totalité du poids socio-économique du secteur hospitalier qui comprend également les hôpitaux académiques et les hôpitaux psychiatriques.



2. Évolutions marquantes

2.1. Le niveau des investissements reste élevé et influence la structure bilantaire

Bien qu'en légère diminution, l'important effort d'investissement réalisé dans le secteur des hôpitaux généraux se poursuit en 2016 (1,3 milliard d'euros).

Depuis 2011, outre les **investissements d'entretien annuels**, d'importants **projets de construction** ont été mis en oeuvre, et de nombreux nouveaux bâtiments ont été mis en service au cours de ces dernières années.

En 2016 toutefois, l'effort d'investissement résulte principalement d'importants chantiers concentrés sur quelques institutions (progression de près de 40% des immobilisations en cours). Cet effort d'investissement se traduit par une progression régulière des actifs immobilisés du secteur hospitalier dont la part relative s'établit en 2016 à 54,5% du total du bilan (contre 53,5% en 2013). Les investissements en équipement médical et non médical sont par contre assez stationnaires et insuffisants pour éviter une nouvelle détérioration de l'indicateur d'ancienneté.

En raison des investissements considérables de ces dernières années et d'un financement majoritairement par crédit, **l'endettement du secteur hospitalier** continue à augmenter pour représenter désormais 35,9 % du total bilantaire (contre 34,3% en 2013). Dès lors, les institutions doivent amortir chaque année un montant toujours plus élevé de crédits (590 millions d'euros en 2016, soit une augmentation de 6,9% comparée à l'année précédente).

A l'avenir, les nouveaux modes de financement des infrastructures hospitalières, désormais régionalisés, pourraient accentuer les disparités entre les institutions disposant d'une capacité d'autofinancement et celles devant recourir davantage à l'emprunt à long terme.

Parmi l'ensemble des hôpitaux généraux de notre analyse, on relèvera que 12 institutions ne dégagent pas un cash flow suffisant en 2016 pour couvrir la partie de leur dette arrivant à échéance au cours de l'exercice.

L'effort d'investissement a toutefois permis de stabiliser le niveau d'ancienneté global des infrastructures hospitalières (60% de la valeur comptable d'acquisition).

2.2. Nouveau léger ralentissement du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des hôpitaux généraux s'élève à 13,7 milliards EUR en 2016, en légère progression par rapport à l'exercice précédent. Dans un contexte de faible inflation et d'assainissement budgétaire des pouvoirs publics, le **chiffre d'affaires** des hôpitaux généraux a en effet enregistré en 2016 une croissance modérée de 2,3 % (contre 3,4% en 2015 et 3,6 % en 2014). En réalité, la progression du chiffre d'affaires a été principalement soutenue par l'évolution des produits pharmaceutiques (+4,0%) et des forfaits (+5,0%). Le BMF et les honoraires, soit les 2 principales composantes du chiffre d'affaires, n'enregistrent qu'une croissance plus limitée de respectivement 2,2% et 1,7%.

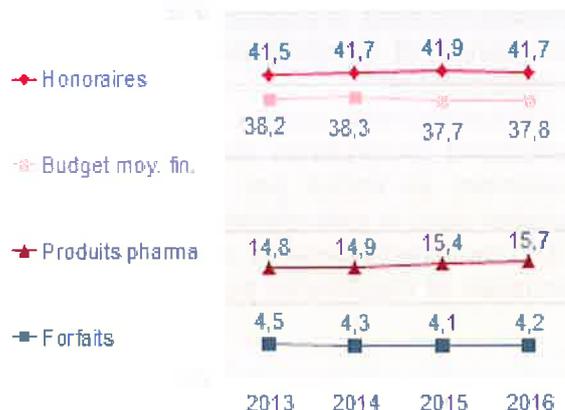
Le **budget des moyens financiers** (BMF) alloué par la Santé publique pour couvrir les frais d'admission et de séjour des patients dans l'hôpital représente 37,7% du chiffre d'affaires. Depuis plusieurs années, le BMF progresse à un rythme inférieur à celui du chiffre d'affaires, de sorte que son poids relatif décroît régulièrement (38,2% en 2013). Compte tenu des nouvelles mesures d'économies déjà prévues en 2017, cette évolution pourrait encore s'accroître.



Compte de résultats

Chiffre d'affaires

Évolution composantes du chiffre d'affaires en % du CA



22



Les **honoraires** médicaux (41,7% du chiffre d'affaires) subissent également, en l'absence de mesures d'indexation, un ralentissement pour la seconde année consécutive (+1,7% en 2016, contre +3,9% en 2015 et +4,1% en 2014).

Bien que plus modérée que l'exercice précédent, la progression des **produits pharmaceutiques** reste soutenue (+4,0% en 2016 et +7,1% en 2015). Il en résulte un poids relatif croissant dans l'ensemble du chiffre d'affaires (15,7% en 2016 contre 14,8% en 2013).

Les **forfaits** (principalement en hospitalisation de jour et conventions INAMI) représentent 4,2% du chiffre d'affaires et renouent avec une évolution plus dynamique (+5,0% en 2016 contre +0,3% en 2015).

L'activité de l'hospitalisation de jour poursuit sa progression régulière, ce que confirme la nouvelle augmentation des journées réalisées (+3,8%) en hospitalisation de jour en chirurgie en 2016.

Les **coûts d'exploitation** progressent de manière modérée (+2,7%), mais à un rythme plus élevé que le chiffre d'affaires (+2,3%). Cette évolution est principalement imputable aux **frais d'achat** (22,1% du chiffre d'affaires) qui progressent de 3,3% en 2016. Parmi ceux-ci, on pointera la progression des achats pharmaceutiques de 3,5% (soit près de 44 millions d'euros d'augmentation) et qui concorde avec l'évolution des produits pharmaceutiques évoquée plus haut.



Compte de résultats

Coûts d'exploitation

Évolution composantes de coûts en % du CA



Les **services et biens divers** (35,3% du chiffre d'affaires) enregistrent une progression plus modérée de 2,2% (soit légèrement inférieur au chiffre d'affaires). Parmi ces derniers, la rétributions des médecins (rétrocession d'honoraires) progressent de 2,0%.

Après une maîtrise exceptionnelle des coûts salariaux en 2014 (+0,6%) et en 2015 (+2%), les **rémunérations du personnel** connaissent un taux de croissance plus élevé en 2016 (+2,7%), soit une progression légèrement plus élevée que le chiffre d'affaires (+2,3%).

Les coûts salariaux représentent 42,2% du chiffre d'affaires des hôpitaux de sorte que leurs évolutions ont un impact déterminant sur les résultats dégagés par le secteur.

La progression observée en 2016 s'explique davantage par une progression du coût moyen salarial (+1,7%) que par une croissance du nombre d'ETP (+0,9%). La croissance du coût salarial s'explique partiellement par l'indexation des salaires intervenue en juin 2016.

L'emploi direct dans le secteur des hôpitaux généraux (y compris les intérimaires et le personnel mis à disposition par d'autres institutions publiques) représente près de **95.000 ETP**. Ce chiffre ne reprend pas les médecins indépendants, car ils ne figurent pas au payroll des hôpitaux généraux.

2.3. Nouvel érosion du résultat courant

Le **résultat courant** des hôpitaux généraux (qui constitue le meilleur indicateur de résultat étant donné qu'il n'est pas influencé par les opérations exceptionnelles) s'établit à 94 millions EUR en 2016, en baisse de 19 millions par rapport à l'exercice précédent (soit près de 17%). En termes relatifs, le résultat courant se détériore également et reste pour la seconde année consécutive sous la barre de 1% du chiffre d'affaires (0,7% contre 0,8% en 2015), ce qui traduit la faiblesse du résultat généré par les institutions. Cette fragilité financière est d'autant plus perceptible si l'on observe que près d'une institution sur trois (26 institutions sur 83) présente un résultat courant négatif, soit un nombre d'institutions comparable à 2015.

Le **résultat de l'exercice** (résultat exceptionnel compris) s'élève quant à lui à 246 millions (1,8% du chiffre d'affaires) et enregistre une forte amélioration (+50 mio EUR, soit +26%). Cette évolution a toutefois été fortement influencée par le résultat exceptionnel généré par quelques institutions.

Comme les années précédentes, la comptabilité analytique fait ressortir la marge négative réalisée dans **les services hospitaliers**. Par tranche de chiffre d'affaires de 100 euros, ce service enregistre une perte de 198 euros en 2016. La marge positive réalisée par les hôpitaux généraux grâce à la **pharmacie** et aux **services médico-techniques** joue néanmoins un rôle important pour compenser le sous-financement existant au niveau du budget des moyens financiers (BMF). Le résultat final est également influencé négativement par la marge négative des services de **consultation** (88 euros pour 100 euros de chiffre d'affaires).

2.4. Activités : évolutions différenciées en fonction des services

La réduction et la reconversion des lits agréés se poursuit. Entre 2014 et 2016, le secteur a procédé à la fermeture de 617 lits agréés (soit 1,6%). Au cours de cette même période, et afin de répondre aux besoins croissants de la population vieillissante, le secteur a également procédé à la reconversion de lits (principalement à partir des lits de chirurgie C-D en faveur des services de gériatrie (lits G) et de revalidation (lits Sp)).

En résulte une réelle reconversion d'activité : l'activité de l'ensemble des services d'hospitalisation classique montre en effet encore des signes de stagnation.

Le **nombre d'admissions** (hors hospitalisations de jour) progresse légèrement de 1,2% alors que le **nombre de journées d'hospitalisation** réalisées marque par contre un léger recul de 0,5%. A contrario, **l'hospitalisation de jour** chirurgicale poursuit sa progression. Le pourcentage de nombre de journées réalisées dans ce service dépasse le seuil de 4,5% des journées réalisées totales pour le secteur.

Les **durées moyennes de séjour** continuent par ailleurs à se réduire pour la majorité des services.

3. Conclusions

D'une manière générale, le secteur des hôpitaux généraux continue à présenter une structure financière saine (que ce soit en terme de solvabilité, d'endettement ou de liquidité).

Les évolutions des comptes de résultats et des indicateurs d'activité montrent toutefois des signes d'érosion et de fragilité. Par ailleurs, le secteur des hôpitaux généraux présente de fortes disparités tant au niveau de la structure que des performances financières.

Dès cette année 2017, et de manière croissante au cours de ces prochaines années, le secteur hospitalier sera confronté à des défis majeurs, affectant à la fois son fonctionnement, son organisation et son financement. Outre les évolutions sociétales (vieillesse de la population, numérisation de l'économie, évolution des technologies médicales,...), le secteur hospitalier devra affronter avec succès la mise en œuvre de réformes initiées tant par le niveau fédéral (constitution de réseaux, système de financement par cluster,...) que régional (financement des infrastructures), tout en évoluant dans un cadre budgétaire contraint.

Contact presse

Belfius

Ulrike Pommee

ulrike.pommee@belfius.be / press@belfius.be

02 222 02 57

www.belfius.com

